

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Janet Maher

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Intervenant en tant que fournisseurs de soins de santé, nous croyons qu'il est important de reconnaître le rôle de meneur des gouvernements et des collectivités pour travailler ensemble au renforcement de la croissance économique et de la productivité. Le leadership de la part du gouvernement est essentiel pour maintenir et renforcer les avantages du Canada comme destination de choix pour les immigrants et les investisseurs institutionnels, en raison des avantages de notre régime de santé financé par des fonds publics et de la qualité de vie élevée procurée par le fédéralisme coopératif, qui réduit au minimum les inégalités des ressources grâce au financement aux fins sociales, et pour la maintenance et le développement de l'infrastructure. À titre de contribuables, nous comprenons qu'il y a un seul payeur, pour les coffres du gouvernement fédéral ou ceux des provinces et des territoires. Si la prestation des services peut être fournie au niveau provincial et y demeurer, la seule façon réaliste que nous avons de maintenir l'équité dans l'ensemble du pays est d'avoir un leadership fédéral fort, de concentrer les efforts sur les pratiques prometteuses en soins de santé, en promotion de la santé, en développement communautaire et commercial, et d'appliquer des normes minimales de conformité à la *Loi canadienne sur la santé*, un élément central pour nous permettre de demeurer compétitifs et de protéger les Canadiens des vicissitudes des difficultés économiques mondiales.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Devant l'incertitude qui plane sur la vigueur de l'économie canadienne, les Canadiens se fient de plus en plus au leadership du gouvernement fédéral pour assurer la stabilité. Au Canada, c'est souvent le manque de main-d'œuvre hautement qualifiée qui limite la croissance économique potentielle. Les experts prédisent de plus en plus de pénuries de main-d'œuvre hautement qualifiée dans de nombreux secteurs de l'économie, s'ajoutant à celles, considérables, que nous connaissons déjà. Les travailleurs de la génération actuelle se retirent et ils deviennent de plus en plus préoccupés par les soins à dispenser aux membres vieillissants de leurs familles qui ne sont pas soutenus adéquatement. Les ressources humaines en santé représentent environ 10 % de notre main-d'œuvre actuellement, qui inclut un nombre grandissant d'entreprises de prestation de soins de santé extrêmement productives. Le secteur des ressources humaines en santé est donc un élément essentiel d'une économie canadienne saine. Nous recommandons de moderniser la prestation des soins de santé et des services communautaires en investissant de manière ciblée dans les soins à domicile et dans les soins de longue durée. En encourageant ainsi des travailleurs hautement qualifiés à demeurer dans la main-d'œuvre, cela pourra libérer de leurs tâches des personnes obligées actuellement de dispenser des soins complexes à des membres de leur famille, et elles pourront continuer de contribuer efficacement à l'économie. De plus,

les investissements dans les études supérieures et la formation des jeunes sont vitaux pour assurer une croissance économique durable. Les derniers budgets ont comporté certaines mesures importantes pour soutenir l'éducation technique, mais cela doit être élargi. De jeunes vies sont perdues au sens figuré, et au sens littéral, parce que des jeunes ne reçoivent pas la formation appropriée pour le marché du travail actuel. En concentrant les priorités en matière d'éducation sur les segments vulnérables de la société, comme les jeunes autochtones et les jeunes qui vivent dans la pauvreté, on allègera la pression sur les soutiens sociaux tout en créant une main-d'œuvre canadienne durable, capable d'aider à répondre aux demandes d'une économie croissante et toujours contrainte par les pénuries de main-d'œuvre. Les investissements ciblés dans les soins à domicile et dans les soins de longue durée vont garder des travailleurs hautement qualifiés dans la main-d'œuvre, et le financement de la formation de main-d'œuvre spécialisée aidera beaucoup à combler les pénuries critiques de main-d'œuvre au Canada.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Même si notre population vieillit par rapport à il y a un demi-siècle, un phénomène découlant en grande partie de la baisse du taux de naissance, la plupart de nos aînés continuent d'être en excellente santé pour soutenir la productivité économique et la solidarité sociale. Le fardeau de la maladie n'est pas réservé seulement aux aînés, mais ce sera de plus en plus un problème à moins que nous nous efforcions vraiment et de manière soutenue de régler les facteurs qui contribuent aux maladies chroniques évitables – au moyen d'une promotion constante des modes de vie sains et d'un contrôle rigoureux de la qualité des aliments et des médicaments – des secteurs qui sont traditionnellement de compétence fédérale. Le Canada est un pays d'immigrants et nous allons continuer de dépendre de l'immigration à la fois pour combler les pénuries persistantes de main-d'œuvre et pour équilibrer le profil de la population. Le recours aux travailleurs saisonniers temporaires peut régler certaines des difficultés les plus pressantes, mais nous pouvons faire beaucoup mieux tant pour la population existante que pour les nouveaux arrivants, en nous engageant dans une stratégie exhaustive de l'immigration qui reconnaît la nécessité d'un programme d'établissement plus complet, ciblant la transition et l'actualisation de l'éducation au Canada pour améliorer l'efficacité des immigrants dans nos milieux de travail. Après avoir investi dans l'intégration harmonieuse des nouveaux arrivants dans notre économie, il faudrait poursuivre les efforts pour les intégrer dans nos collectivités avec les droits et les responsabilités dont nous profitons tous. Une grande part de l'inadéquation entre les emplois disponibles et les chercheurs d'emploi réside dans les compétences requises dans une économie moderne par rapport à celles qui sont offertes par les travailleurs licenciés. Un gouvernement tourné vers l'avenir devrait montrer la voie en se concentrant sur l'éducation supérieure pour tous et l'éducation permanente pour les travailleurs dont les compétences deviennent désuètes.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le régime de santé public du Canada peut profiter grandement du leadership fédéral pour concentrer les efforts sur la productivité et l'efficacité. Cela signifie d'élargir le champ de pratique des intervenants en matière de santé pour que chacun et chacune travaillent selon leur plein potentiel. Cela veut aussi dire avoir recours à des infirmières praticiennes pour dispenser les soins primaires, permettre aux pharmaciens d'offrir de l'éducation en matière de santé et utiliser des modèles interdisciplinaires. Si

différentes provinces ont approché ces questions de façon différente, le leadership fédéral, afin d'élargir le champ de pratique, nous permettra d'échanger ces idées entre les provinces. L'ancienne entente en matière de santé a bien illustré le leadership fédéral en mettant en place des priorités qui devaient être traitées dans un effort conjoint des provinces et des territoires. Il en a résulté une initiative en matière de temps d'attente qui a été très bonne pour tous. En Ontario, la stratégie des temps d'attente a donné lieu à des améliorations substantielles en utilisant la théorie des queues pour certaines procédures. D'autres gains d'efficacité semblables incluent plus de soutien pour les innovations dans notre régime public, comme des modèles de soins partagés qui permettent aux spécialistes et aux médecins de famille de communiquer et d'optimiser leurs capacités mutuelles comme cela a été fait à Hamilton. Même si ces innovations ont lieu à l'échelle locale, le leadership fédéral est important pour favoriser de telles initiatives en échangeant aussi les idées entre les provinces et les territoires pour accroître la productivité dans le cadre d'un effort concerté.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les groupes les plus importants qui ont des difficultés particulières sont ceux qui vivent dans la pauvreté et ceux dont les possibilités d'éducation et d'emploi sont limitées. Les politiques gouvernementales ont provoqué dans la société canadienne un écart d'équité qui s'élargit. Cet écart, qui mène à des problèmes de santé physique et mentale, à l'aliénation et à la violence, doit être traité. Nous avons besoin d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté bien réfléchie et intégrée. Elle devrait inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants. Nous signalons qu'un certain nombre d'approches suggérées produiront non seulement des avantages en matière de réduction de la pauvreté, mais aussi des avantages connexes de création d'emplois.

- Un programme national de logement subventionné qui aurait comme objectif d'améliorer, sinon d'éliminer, les problèmes d'itinérance et de sous-peuplement. De tels problèmes ont une incidence énorme sur les disparités en santé, qui sont extrêmement importantes entre les catégories de revenus.
- Des transferts adéquats aux provinces pour assurer la disponibilité de fonds pour offrir un soutien du revenu satisfaisant à ceux qui vivent du bien-être, aux handicapés et à ceux qui bénéficient d'autres formes d'aide sociale. Des soutiens adéquats de ce type pourraient avoir une grande incidence pour inverser les gradients de revenu croissants dans la société canadienne.
- Revenir sur la décision fédérale d'éliminer le financement de la santé et d'abandonner le rôle fédéral d'assurer des normes de soins élevées uniformes dans l'ensemble du Canada. Les avantages de l'innovation en matière de soins de santé ont été énormes et devraient se poursuivre. Lier la croissance des dépenses en santé à celle du produit intérieur brut (PIB) est aussi peu sensé que lier la croissance des technologies de l'information à celle du PIB. Les investissements devraient être faits selon les rendements. La santé est un déterminant clé du bien-être, et si les déterminants sociaux de la santé sont extrêmement importants, la prestation équitable de soins de qualité élevée est cruciale aussi. L'abandon par le gouvernement fédéral de son rôle dans la santé exacerbera probablement les inégalités sociales au Canada. Il y a actuellement d'énormes inégalités dans l'accès aux médicaments d'ordonnance et à ceux qui sont en vente libre. De nombreux Canadiens n'ont pas les moyens de payer les médicaments qui leur sont prescrits. Il a été bien démontré qu'un programme national d'assurance-médicaments présenterait non seulement des avantages en matière d'égalité, mais aussi en matière de gains d'efficacité.